



Six jours après le retrait de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations de Foot au Cameroun, l'onde de choc n'est toujours pas retombée dans le pays.

Les conséquences économiques sont désastreuses, notamment dans le secteur du tourisme. Au cœur de Yaoundé, les chantiers tournent désormais au ralenti. À l'hôtel Franco, les travaux engagés pour l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAF) de football en 2019 devaient permettre d'étendre les capacités de 72 à 180 chambres.

Un investissement colossal pour la propriétaire qui ne s'est toujours pas remise de l'évincement du Cameroun. « Je suis très déçue de savoir que cette CAN n'aura pas lieu en 2019 après tout l'engagement personnel que j'ai mis, j'ai perdu le sommeil », témoigne la propriétaire Pouéné Françoise, qui évalue son investissement à environ 9 milliards de francs CFA (13 millions d'euros).

« Certes, on ne pouvait pas amortir tout l'investissement en un mois, mais on aurait bénéficié d'avantage de visibilité au Cameroun ».

Autre secteur particulièrement affecté, la restauration. Dans un établissement bucolique, qui accueille une centaine de clients par jour, la gérante du restaurant s'attendait à faire de bonnes affaires.

« J'ai trois salles. Je pouvais mettre un restaurant ici, un autre là-bas au milieu du parc, pourvu que ça carbure ! », estime Maité Atedzoe qui avait acheté du matériel pour assurer le service.

« Ça m'a coûté quelque millions de francs CFA mais qui va me rembourser ? Je vais amortir avec mes clients, mais ce ne sera plus avec la CAN ».

À qui la faute ?

Qui va payer pour tous ces manques à gagner ? Beaucoup de chefs d'entreprises n'ont pas pris les garanties nécessaires et risquent d'avoir du mal à rentrer dans leurs frais, estime Idriss Linge, journaliste à l'agence Ecofin.

À ce jour, plus de 1 000 milliards de Francs CFA (plus de 1,5 milliard d'euros) ont été injectés dans la construction des infrastructures.

Heureusement tout n'est pas perdu car la CAF a décidé de confier l'organisation de la CAN 2021 au Cameroun. Une proposition acceptée par les autorités camerounaises.

France 24
